

ANNEXE. MATRICE-CADRE LOGIQUE DU PROJET

La matrice-cadre logique évoluera au cours de la durée de vie du projet: de nouvelles lignes pourront être ajoutées pour énumérer les nouvelles activités, de même que de nouvelles colonnes pour indiquer les cibles intermédiaires (points de référence) lorsqu'il y a lieu et les valeurs seront actualisées régulièrement dans la colonne prévue à des fins de communication (voir «valeur actuelle»).

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (année de référence)	Cibles (année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	Promouvoir le développement durable et la conservation de la biodiversité unique du lac Edouard et de sa périphérie, et contribuer à réduire l'insécurité et la violence armée liées aux trafics de ces ressources dans la partie orientale du Nord Kivu	I1. Revenu moyen des ménages dans les territoires de Rutshuru et de Lubero	440 US\$ (2016)	550 US\$ (2022)	Enquêtes 11 ^{ème} FED	<p>En RDC / au Nord-Kivu, les dynamiques de conciliation se poursuivent et les enjeux liés au calendrier des échéances électorales ne font pas déraiser la paix civile.</p> <p>En RDC / au Nord-Kivu, les dynamiques populistes, poujadistes et centripètes ne prennent pas le pas sur les discours raisonnables et conciliateurs dans les campagnes politiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le gouvernement continue d'appuyer l'ICCN - Pas de déclassement du PN des Virunga - Maintien de l'équipe de gestion actuelle du PN Virunga
		I2. Effectifs par espèce-phares (éléphants / hippopotames) Pour les éléphants : nombre de carcasses observées en plus du comptage	1843 hippopotames (2017) ; 8 éléphants retrouvés morts (2017) et 133 éléphants comptés (2018)	Cibles pour 2022 : 2212 hippopotames ; 6 éléphants retrouvés morts et 160 éléphants comptés	Inventaires de la grande faune dans le PNV Rapports ICCN IMET	
		I3. Nombre de morts violentes dans les territoires bordant le lac Edouard (ACLED)	326 (2017)	163 (2022)	ACLED	
		I4. Nombre de pirogues actives sur le lac	1420 (2018)	710 (2022)	ICCN (objectif de la convention COPEVI : 700 pirogues)	
Objectifs spécifiques Effets directs	OS1: Renforcer la valeur ajoutée socio-économique des activités et filières légales, durables et socialement équitables de valorisation des ressources naturelles en périphérie du lac Edouard	I5. Nombre d'emplois au sein des filières halieutiques certifiées	0 (2018)	à baser sur le nombre de pirogues (2022)	Organismes certificateurs	
		I6. Nombre de PV en référence à l'application du nouveau cadre légal	109 PV pour « pêche illicite » (2017)	50 (2022)	ICCN	

	OS2: Renforcer la gouvernance publique des ressources naturelles dans les régions riveraines du lac Edouard	I7. Surface du parc non-envahie par les cultures illégales (ha)	Valeurs en matière d'intégrité des surfaces (base 2010-2015)	Stabilisation (pas de nouveaux envahissements) et diminution de 10%	Recensements aériens et satellitaires IMET	
		I8. Nombre d'opérations ou d'activités conjointes RDC / Ouganda annuellement	0 (2018)	5 (2022)	Rapports ICCN	
OS 1	La valeur ajoutée socio-économique des filières légales, durables et équitables de valorisation des ressources naturelles est renforcée en périphérie du lac Edouard (exploitation des ressources halieutiques et éco-tourisme basé sur les espèces emblématiques de la faune sauvage)					
Extrants (Résultats)	R11 L'assise et la légitimité sociale des filières halieutiques contrôlées à partir des ports légaux sont renforcées	I11a. Nombre de coopératives opérationnelles et certifiées	3 (2018) (Kyavinyonge, Vitshumbi, Nyakakoma)	3 dans chaque port légal (2022)	Rapports Fondation Virunga Enquêtes 11 ^{ème} FED Rapports des coopératives	Les logiques économiques formelles et les appuis à la gouvernance des filières légales ne sont pas étouffés par le poids des trafics de ressources naturelles à destination des marchés locaux et régionaux Les déstabilisations sécuritaires qui secouent périodiquement les localités du Nord Kivu ne dégèrent pas en une situation incontrôlée généralisée à l'échelle régionale
		I11b. Nbre d'affiliés enregistrés dans les coopératives certifiées	5859 dans les coopératives (2018) (1750 + 2800 + 1309)	X+50% dans les coopératives certifiées (2022)		
		I11c. % des affiliés de sexe féminin dans les coopératives certifiées et la filière poisson	3000 (estimation) (2018)	X+100 % dans les coopératives certifiées (2022)		
	R12 Des investissements en infrastructures collectives sont mis en place au bénéfice des filières contrôlées à partir des ports légaux.	I12a. Volume de glace vendu aux filières halieutiques certifiées	X (à déterminer par enquête fin 2018)	X+10.000% (2022)	Rapports Fondation Virunga Enquêtes 11 ^{ème} FED	
		I12b. Kilométrages de routes assainies à partir des ports légaux	0 km (2018)	120 km (2022)		
		I12c. Electricité consommée (KwH/an) au niveau des infrastructures collectives	0 KwH/an (2018)	10.000 KwH/an (2022)		
	R13 L'amélioration des capacités d'accueil touristique au sein des écosystèmes	I13a. Nombre d'infrastructures d'accueil opérationnelles	Aucune (2018)	2 (2022)	Rapports annuels de la	

	aquatiques liés au Lac Edouard renforce l'intérêt public international pour la région et y contribue à la diversification de l'économie locale (Circuit « Lac Edouard)	I13b. Nbre de nuitées annuelles dans nouvelles infrastructures	0 (2018)	6.000 (2022)	Fondation Virunga et de l'ICCN IMET	
--	--	--	----------	--------------	-------------------------------------	--

OS 2	La gouvernance publique des ressources naturelles en périphérie du lac Edouard est renforcée (par l'appui de l'action à l'application du cadre légal relatif à la protection et à la valorisation de ces ressources)					
Extrants (Résultats)	R21 Les capacités des écogardes de veiller à la sécurisation des ressources naturelles sont renforcées dans le secteur central du PNVi (qui comprend le Lac Edouard)	I21a. Nbre de gardes formés à la sécurisation des espèces phares	200 (2017)	300 (2022)	Rapports ICCN IMET	Les déstabilisations sécuritaires qui secouent périodiquement les localités du Nord Kivu ne dégènerent pas en une situation incontrôlée généralisée à l'échelle régionale
		I21b. Nombre de kilomètres de limites sécurisées dans la zone centrale du PN Virunga	0 (2018)	60 (2022)		
	R22 Le cadre réglementaire relatif au lac Edouard est révisé et mis en œuvre	I22a. Statut du Cadre réglementaire relatif aux pêcheries du lac Edouard	Cadre caduc (2018)	Cadre mis à jour après un processus participatif (2020)	Rapports ICCN IMET	Consensus politique sur la gestion à long terme du Lac Edouard (ICCN) Absence de politisation incontrôlée des réformes des structures de gouvernance
	R23 La coopération avec l'Ouganda pour la gestion des eaux du lac Edouard est rendue opérationnelle.	I23a. Statut d'une Convention spécifique pour la sécurité du Lac Edouard	Aucun processus de négociation bilatéral en cours (2018)	La convention est signée (2020)	Convention Rapport GVTC	Consensus politique sur la gestion à long terme du Lac Edouard (ICCN, UWA) Bonne relations diplomatiques et coopération militaires entre les deux pays
	R24 La gestion durable des ressources naturelles du Lac Edouard est mieux prise en compte par les instruments et les institutions financières internationales (notamment au niveau des initiatives de lutte contre le changement climatique)	I24a. Nombre de dossiers introduits auprès des initiatives / partenaires internationaux	Aucun (2018)	Trois (2022)	Secrétariats des initiatives internationales pour les PSE	La valeur environnementale unique de la région du lac Edouard et du PN des Virunga continue à être reconnue, promue et défendue par la communauté internationale
		I24b. Nombre de dossiers analysés par les initiatives / partenaires internationaux	Aucun (2018)	Deux (2022)		
		I24c. Nombre de dossiers rémunérés	Aucun (2018)	Un (2022)		

MATRICE DES ACTIVITES

Logique d'intervention		
Activités mises en œuvre par résultats	Moyens requis et Coûts de mise en œuvre	Hypothèses
OS 1	La valeur ajoutée socio-économique des filières légales, durables et équitables de valorisation des ressources naturelles est renforcée en périphérie du lac Edouard (exploitation des ressources halieutiques et éco-tourisme basé sur les espèces emblématiques de la faune sauvage)	
R11	L'assise et la légitimité sociale des filières halieutiques contrôlées à partir des ports légaux sont renforcées	
A111	<p>Moyens AT pêche / développement communautaire mobilisé à temps plein sur l'action (y compris ses moyens de déplacement). Il pourra mobiliser des expertises techniques additionnelles (bureaux d'enquête en consultance).</p> <p>Lignes budgétaires mobilisées : 124, 42, 125</p>	Les logiques économiques formelles et les appuis à la gouvernance des filières légales ne sont pas étouffés par le poids des trafics de ressources naturelles à destination des marchés locaux et régionaux
A112	<p>Moyens AT pêche / développement communautaire mobilisé à temps plein sur l'action (y compris ses moyens de déplacement). Il pourra mobiliser des expertises additionnelles (ONG spécialisées dans les questions « genre »).</p> <p>Lignes budgétaires mobilisées : 124, 42, 125</p>	
A113	<p>Moyens AT pêche / développement communautaire mobilisé à temps plein sur l'action (y compris ses moyens de déplacement). Il pourra mobiliser des expertises additionnelles (appuis techniques spécialisés dans le secteur pêche).</p> <p>Lignes budgétaires mobilisées : 124, 42, 125</p>	
A114	<p>Moyens AT pêche / développement communautaire mobilisé à temps plein sur l'action (y compris ses moyens de déplacement). Les bureaux indépendants de certification seront contractualisés par l'action.</p> <p>Lignes budgétaires mobilisées : 124, 42, 125</p>	
R12	Des investissements en infrastructures collectives sont mis en place au bénéfice des filières contrôlées à partir des ports légaux.	
A121	<p>Moyens AT pêche / développement communautaire mobilisé à temps plein sur l'action (y compris ses moyens de déplacement). Il pourra mobiliser des expertises additionnelles (appuis techniques spécialisés dans le secteur pêche).</p> <p>Lignes budgétaires mobilisées : 124, 42, 125</p>	Les autorités économiques et sanitaires nationales et régionales ne compromettent pas l'implantation des infrastructures par des exigences inconsidérées
A122	<p>Moyens Marchés publics auprès d'entreprises spécialisées du secteur pêche</p> <p>Lignes budgétaires mobilisées : 614, 615</p>	
A123	<p>Moyens AT pêche / service après-vente des entreprises attributaires des marchés publics</p> <p>Lignes budgétaires mobilisées : 124, 125, 614, 615</p>	

R13	L'amélioration des capacités d'accueil touristique au sein des écosystèmes aquatiques liés au Lac Edouard renforce l'intérêt public international pour la région et y contribue à la diversification de l'économie locale (Circuit « Lac Edouard »)		
A131	Construction du lodge de Tongo	Moyens AT tourisme mobilisé à temps plein sur l'action (y compris ses moyens de déplacement). Marchés publics auprès d'entreprises spécialisées pour la construction du lodge. Eventuellement, expertises additionnelles. Lignes budgétaires mobilisées : 123, 42, 62, 125	L'économie du kidnapping est éliminée par les efforts de stabilisation Les tensions sécuritaires ne dégènèrent pas en une situation incontrôlée généralisée à l'échelle régionale
A132	Déploiement des équipements mobiles du circuit « Lac Edouard »	Moyens AT tourisme mobilisé à temps plein sur l'action (y compris ses moyens de déplacement). Marchés publics pour la fourniture de matériels roulants et navigants. Lignes budgétaires mobilisées : 123, 41, 42, 617	
A133	Recrutement et formation des équipes locales pour le circuit « Lac Edouard »	Moyens AT tourisme mobilisé à temps plein sur l'action (y compris ses moyens de déplacement). Eventuellement, expertises additionnelles. Lignes budgétaires mobilisées : 123, 42, 125	
OS 2	La gouvernance publique des ressources naturelles en périphérie du lac Edouard est renforcée (par l'appui de l'action à l'application du cadre légal relatif à la protection et à la valorisation de ces ressources)		
R21	Les capacités des écogardes de veiller à la sécurisation des ressources naturelles sont renforcées dans le secteur central du PNVi (qui comprend le Lac Edouard)		
A211	Maintien des capacités opérationnelles de 2 compagnies (176 écogardes)	Moyens Primes / rations / équipements collectifs - individuels / services santé Appui aérien. Moyens de transport des troupes (terrestres / maritimes). Formation continue par 2 AT spécialisés sécurités (2 x 24 mois). Lignes budgétaires mobilisées : 61, 63, 65, 66, 67, 613, 41, 42, 619, 121	Les déstabilisations sécuritaires qui secouent périodiquement les localités du Nord Kivu ne dégènèrent pas en une situation incontrôlée généralisée à l'échelle régionale
A212	Renforcement des infrastructures de protection de l'intégrité physique du secteur central du PNVi	Moyens Clôtures électrifiées sur 62 km, infrastructures secteur centre (Kabaraza), infrastructures station QRF (Rwindi), infrastructures de 2 FOB Lignes budgétaires mobilisées : 69, 610, 611, 612	
R22	Le cadre réglementaire relatif au lac Edouard est révisé et mis en œuvre		
A221	Formulation d'un cadre réglementaire pertinent pour la pêche sur le Lac Edouard	Moyens Services d'appui juridique à l'ICCN et au PNVi et AT pêche. Possibilité de mobilisation d'expertises additionnelles Lignes budgétaires mobilisées : 124, 125, 68	Consensus politique sur la gestion à long terme du Lac Edouard (ICCN) Absence de politisation incontrôlée des réformes des structures de gouvernance
A222	Validation du texte par les parties prenantes et formulation juridique définitive par les instances juridiques compétentes de RDC / d'Ouganda	Moyens Services d'appui juridique à l'ICCN et au PNVi et AT pêche. Possibilité de mobilisation d'expertises additionnelles. Ateliers consultatifs avec les juristes / parties prenantes du secteur pêche Lignes budgétaires mobilisées : 124, 125, 68, 614	

R23 La coopération avec l'Ouganda pour la gestion des eaux du lac Edouard est rendue opérationnelle			
A231	Elaboration d'une feuille de route régionale avec l'initiative du GVTC	<p>Moyens Services d'appui juridique à l'ICCN et au PNVi et AT pêche. Ateliers consultatifs avec les parties du GVTC Possibilité de mobilisation d'expertises additionnelles. Lignes budgétaires mobilisées : 124, 68, 125</p>	<p>Consensus politique sur la gestion à long terme du Lac Edouard (ICCN, UWA) Bonne relations diplomatiques et coopération militaires entre les deux pays</p>
A232	Stratégie conjointe RDC/Ouganda pour l'application du nouveau cadre légal	<p>Moyens Services d'appui juridique à l'ICCN et au PNVi et AT pêche Mobilisation des moyens de suivi et de contrôle (aériens et maritimes) Lignes budgétaires mobilisées : 68, 613,617</p>	
R24 La gestion durable des ressources naturelles du Lac Edouard est mieux prise en compte par les instruments et les institutions financières internationales (notamment au niveau des initiatives de lutte contre le changement climatique)			
A241	Formulation de dossiers de PSE liés à la valorisation durable des ressources naturelles et du potentiel hydro-électrique du lac Edouard (y compris actions de visibilité)	<p>Moyens Consultances : mobilisation de 2 experts financiers spécialisés dans les investissements durables (2 pers. x 18 mois). Pour les actions de visibilité, possibilité de mobiliser des expertises additionnelles. Lignes budgétaires mobilisées : 122, 54, 125</p>	<p>La valeur environnementale unique de la région du lac Edouard et du PN des Virunga continue à être reconnue, promue et défendue par la communauté internationale</p>